

L'Union européenne, entre l'ouverture graduée de certains marchés et une dose de protectionnisme

Entretien avec Christophe Premat, député des Français de l'étranger résidant en Europe du Nord

Gérard Wormser et Christophe Premat

2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1052405ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1052405ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Wormser, G. & Premat, C. (2014). L'Union européenne, entre l'ouverture graduée de certains marchés et une dose de protectionnisme : entretien avec Christophe Premat, député des Français de l'étranger résidant en Europe du Nord. *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1052405ar>

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2014



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

L'Union européenne, entre l'ouverture graduée de certains marchés et une dose de protectionnisme

Entretien avec Christophe Premat,
député des Français de l'étranger résidant en Europe du Nord

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRARD WORMSER

L'Union européenne, entre l'ouverture graduée de certains marchés et une dose de protectionnisme

Entretien avec Christophe Premat, député des Français de l'étranger résidant en Europe du Nord

Propos recueillis par Gérard Wormser

Sens public : La campagne pour l'élection du parlement européen s'ouvre dans un contexte morose : abstention, austérité, inégalités croissantes. Quel est l'enjeu de cette élection ?

Christophe Premat : L'enjeu est tout simplement la croyance dans la pérennité du projet européen. Les jeunes générations s'abstiennent et manifestent leur mécontentement à travers ces élections qui ont souvent servi de défoirer politique. Dans le même temps, les forts taux de chômage des jeunes dans les pays de l'Union expliquent cette réaction générationnelle et cette méfiance à l'égard des institutions européennes. L'Europe n'est pas tant rejetée pour ses valeurs (construction d'une zone de paix grâce à un marché unique) que pour son fonctionnement (échec à dépasser les logiques nationales). On ne se rend plus compte des bienfaits de l'Europe au quotidien (liberté de circulation, possibilités de mobilités, protection des droits fondamentaux, législation sur l'usage de certains produits, etc.). Nous avons à mon avis commis une erreur qui était de faire croire que l'avenir européen se jouait entre ceux qui refusent les traités et ceux qui les acceptent sans voir que ces traités étaient un socle pour de futurs débats sur les politiques européennes à mener. Cela s'est traduit par le privilège de la voie parlementaire et donc un sentiment d'éloignement par rapport aux enjeux européens.

La réaction est avant tout due au sentiment d'impuissance des États-membres. La méfiance à l'égard des institutions est fondamentalement liée à la forte demande de protection sociale des citoyens. Il y a une demande d'État qui est significative à l'heure où l'Europe a renforcé les dynamiques régionales. Les inégalités ont considérablement augmenté au cours des dix dernières années et il existe une crainte quant à la dégradation des services publics et à une plus faible protection sociale dues aux difficultés économiques.

De plus, l'Union européenne n'est pas non plus épargnée par l'apparition de nouvelles formes étatiques avec certaines régions autonomes réclamant ouvertement une indépendance. L'Écosse organise prochainement un référendum sur cette question, mais on voit que la Catalogne ou la Flandre sont tentées par ce destin.

Depuis dix années, les pays de la zone euro sont marqués par une stagnation de l'économie et une très faible croissance. La crise financière de 2008 a aggravé cette situation et les politiques de rigueur ont des effets désastreux sur le bien-être des populations. Le gouvernement Valls a pour la première fois levé le tabou de la politique monétaire pour avoir davantage de marge de manœuvre. La question se complique car elle pourrait signifier des ajustements par rapport à la monnaie unique pour pouvoir stimuler les économies nationales. Dans le même temps, ce serait donner raison aux souverainistes qui dénoncent les effets de la monnaie unique. Les monnaies ne sont pas que des instruments d'échanges, elles recèlent également une valeur symbolique qu'il ne faut pas négliger. Quand on regarde les débats de la campagne des élections européennes, on ne voit que les défauts, la question de l'emploi et de la concurrence des marchés nationaux. Bref, nous restons encore très ancrés dans les imaginaires nationaux, ce qui a été renforcé ces dernières années par le privilège de la coopération intergouvernementale et le poids du Conseil Européen.

Le président de l'Union Européenne et le secrétaire des affaires étrangères restent largement méconnus des populations. Tout cela est le résultat logique d'une architecture institutionnelle unique au monde. Nous avons les ressources pour dépasser ces conflits et renforcer la législation européenne, j'aimerais que nous puissions davantage porter le curseur sur ces aspects-là car au fond la question qui se pose est celle de la protection européenne sur le plan de la défense et de l'harmonisation sociale et économique.

SP : L'Europe commémore cette année à la fois le centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale et le soixante-dixième du débarquement américain en Normandie. Que vous inspirent ces rappels historiques ?

CP : Ces rappels historiques sont importants car ils nous font prendre conscience des valeurs essentielles de l'Europe constituées autour de la paix. La paix a été au cœur de la construction empirique et pratique de l'Union et les défenseurs de ce projet ont privilégié la coopération économique pour favoriser cet esprit de paix et éviter le repli sur des logiques nationales et défensives. Il y a pour moi une autre date importante qui devrait à mon sens être un jour férié, c'est celle du 9 mai. En effet, Robert Schuman avait rappelé dans sa déclaration du 9 mai 1950 les

fondamentaux de la conscience européenne. Les relations franco-allemandes devaient alors être repensées d'une nouvelle manière. L'idée est incroyable : plutôt que de se faire la guerre, mettons en commun nos ressources pour éviter de tomber dans le problème du réarmement du voisin. Je suis encore étonné que cette idée ait pu germer seulement quelques années après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Ces rappels historiques montrent que l'Europe doit se consolider et se structurer davantage pour ne pas retomber sur des frontières et des logiques concurrentes. L'Europe a un sens après les divisions de la guerre froide. Toutefois, la conscience européenne n'est pas partagée par tous les pays de la même manière. Certains pays traversent une phase nationaliste, j'espère que nous pourrions aller au-delà pour favoriser l'entente mutuelle et le développement de coopérations fortes. De ce point de vue, nous devons imaginer les lieux de mémoire de demain et glisser du 8 mai vers le 9 mai pour mettre en avant ce qui nous unit plutôt que ce qui nous divise. La construction européenne a besoin d'une symbolique plus forte pour renforcer l'identification à la citoyenneté européenne.

SP : En 2014, l'Europe est plongée dans une crise qui rappelle les années trente du siècle dernier : chômage de masse, émigration de nombreux jeunes et escalade militaire en Ukraine. Ne craignez-vous pas que les égoïsmes locaux et l'esprit de clocher ne prennent le dessus sur les nécessaires solidarités entre nations qui s'enrichissent de leurs différences ?

CP : Il y a une différence majeure avec les années trente, c'est que l'Europe n'existait justement pas à cette époque. Nous avons des empires coloniaux concurrents et la progression des totalitarismes, ce que nous n'avons pas aujourd'hui. Les partis nationalistes n'osent pas renouer avec certains discours des années trente qui restent cantonnés à des dérives. L'émigration de nombreux jeunes me semble traitée avec un biais. Nous avons depuis 25 ans le programme Erasmus qui a permis la plupart des mobilités européennes, ce programme est aujourd'hui très banal alors que les jeunes partant à l'étranger étaient beaucoup plus rares au début des années 1980. J'ai rencontré beaucoup de jeunes Erasmus français en Europe du Nord et notamment en Suède et il est très agréable de voir comment ces programmes ouvrent les esprits et rendent les trajectoires professionnelles de ces jeunes encore plus originales. L'Assemblée nationale a créé une commission d'enquête sur l'exil des forces vives de France, colportant indirectement l'idée que l'émigration des Jeunes vers l'étranger était le signe d'un mal-être de notre pays. Les mobilités et l'ouverture à l'étranger sont les composantes essentielles de notre avenir, il n'existe aucune civilisation qui ne survive en vase clos. Les nations sont des corps vivants qui échangent en permanence, ce serait une erreur fatale de se replier. L'Union européenne a organisé un espace

d'échanges entre tous ces États-membres qu'il faut approfondir, réguler de manière à ce que nous puissions lutter contre les effets de concurrence des marchés nationaux. L'approche européenne et collective est plus que jamais nécessaire.

La situation de l'Ukraine est préoccupante à l'heure où le Donbass et d'autres régions sont déstabilisés. Si l'Union européenne est capable de contenir partiellement les agissements de Vladimir Poutine, il reste à consolider la transition politique et à élaborer des institutions capables d'éviter un basculement dramatique. Là encore, les pays ont tendance à réfléchir selon leurs propres modèles institutionnels. Tout le monde soutient la tenue des élections présidentielles alors que le pays a besoin d'un système parlementaire consolidé. Dans ce domaine, l'Union européenne peut porter une voix allant bien au-delà des diplomaties bilatérales.

SP : Les Européens ont historiquement associé une avance technologique à la maîtrise de l'exploitation minière et agricole et à des formes institutionnelles novatrices. Ne devons-nous pas nous préoccuper du fait que la compétition se déroulerait à présent largement sans nous ? La Corée, l'Inde, le Brésil ou le Canada ne sont-elles pas les puissances montantes, à côté des États-Unis, de la Chine et du Japon, au point d'obliger l'Europe à se développer en associant le soutien aux multinationales qui y disposent encore de leur siège et le développement de l'économie résidentielle portée par le tourisme et les nombreux retraités ? Comment contrecarrer cette vision récessive ?

CP : C'est vrai que la mondialisation s'est traduite par une coupure entre les lieux de décision et d'exécution puisque la production s'effectue largement dans les pays émergents avec une main d'œuvre à bon marché. En d'autres termes, notre niveau de consommation est lié à une exploitation de la force de travail dans tous ces pays. Cette vision est effectivement récessive car elle implique une logique de dépendance menaçant nos souverainetés économiques. Les efforts de réindustrialisation sont nécessaires, mais ils ne suffiront pas à rééquilibrer les échanges et à gommer cette disjonction entre la commande et l'exécution. Le programme de François Hollande en 2012 prévoyait deux options importantes pour retrouver le chemin de la croissance, la transition énergétique avec la conquête de nouveaux secteurs d'activité et le développement du numérique. Ce sont des questions qui s'inscrivent au sein d'une stratégie européenne. Nous voyons bien ici les enjeux fondamentaux : sommes-nous capables de poursuivre l'Europe de l'énergie pour garantir notre autonomie ? Sommes-nous capables de créer les conditions d'une régulation du secteur numérique pour éviter les effets de captation par de grandes multinationales ? Sur ces enjeux, l'Union européenne peut élaborer une législation innovante en protégeant les citoyens grâce au principe de la neutralité du net, au droit d'oubli numérique, tout

cela au service d'une croissance maîtrisée. Au fond, l'avenir de l'Union européenne est lié à un jeu très fin entre l'ouverture graduée de certains marchés et une dose de protectionnisme. L'équilibre se joue là : la plus-value serait de consacrer ce que les Socialistes avaient nommé le « juste échange » dans le programme adopté en 2011, à savoir des échanges économiques corrélés à des relations culturelles et politiques plus étroites avec les pays hors de l'Union européenne. Évidemment, cette vision est contredite par l'effet de concurrence des marchés nationaux qui rend difficile la concrétisation de la stratégie économique de l'Union européenne vis-à-vis du monde extérieur.

Au fond, pour reprendre votre question à une échelle historique plus globale, l'Europe a d'abord été marquée par une concurrence effrénée entre les systèmes d'exploitation coloniale qui se sont progressivement mis en place avec la conquête du Nouveau Monde, et qui a abouti à des guerres mettant en rivalité les appareils de production. L'Union européenne est cette incroyable invention d'une coopération économique pour unifier ces appareils de production et créer une zone de bien-être. Le défi est de pouvoir inventer de nouveaux produits et des régulations inédites pour éviter de dépendre d'une main d'œuvre exécutante et exploitée ailleurs dans le monde. Je pense personnellement que les PME et les PMI doivent être encouragées dans leur stratégie d'internationalisation, non pas seulement parce qu'elles créeront des emplois, mais surtout parce qu'elles permettront de pluraliser les marchés et d'éviter des situations de monopole. Au fond, le tissu industriel peut être reconstruit grâce à une forme de capitalisme coopératif susceptible d'engendrer des petites unités de production sur nos territoires en Europe. Si nous relocalisons une partie de l'outil productif, si nous valorisons nos savoir-faire et si nous imaginons d'autres formes de vivre ensemble, alors nous pourrions être un facteur d'équilibre dans le monde.

SP : Les conseillers économiques de François Hollande (Aghion, Cette et Cohen) parlent de « changer le système » et proposent un mixte de l'esprit d'entreprise américain et de la flexisécurité suédoise. Cette orientation vous semble-t-elle adaptée à la phase actuelle de notre développement social ?

CP : François Hollande est persuadé que notre faible compétitivité est un handicap pour le pays et l'Union européenne. Il faut pour cela muscler l'offre et dépasser des oppositions simplistes entre la vision libérale d'une société de marché et la stimulation de l'économie par le biais d'investissements publics et l'augmentation de la dépense publique. Les assises de l'entrepreneuriat qui se sont tenues en 2013 avaient pour objectif d'enraciner une culture de l'entreprise et de la dédramatiser. Le droit d'entreprendre doit être réaffirmé, d'où la proposition de créer des modules scolaires liés à une culture du projet. Dans le même temps, il faut créer les

conditions d'une reconversion possible des individus engagés dans une activité d'entreprise et pour cela nous approchons de la flexisécurité suédoise où les individus sont accompagnés dans leur trajectoire professionnelle pour rebondir. Cela suppose une valorisation des compétences professionnelles et leur utilisation à bon escient, et surtout une nouvelle culture syndicale. Les syndicats suédois aident leurs salariés à rechercher un nouvel emploi proche de leurs compétences. Tout ceci s'effectue par un barème de cotisations lorsqu'ils ont une activité professionnelle. Les syndicats sont donc des interlocuteurs sur l'emploi, mais aident concrètement les salariés licenciés à se reconvertir. Ce modèle organisationnel présuppose une mutation culturelle décisive. Il faudrait en réalité que les responsables des grandes entreprises soient de véritables entrepreneurs de terrain et non pas des transfuges de la haute fonction publique. Là aussi, l'innovation passera par la revalorisation de la base.

SP : Les visions dominantes de l'avenir associent la transition énergétique, la formation continue de la population et le développement des industries numériques. Pensez-vous que cela puisse constituer un socle pour de nouvelles perspectives en Europe ? Subsidièrement, comment concevez-vous que des formes de sociabilité alternatives puissent se faire une place ? Faut-il s'appuyer sur des communautés à petite échelle qui modifieraient les programmes issus des visions stratégiques des États et des grandes entreprises ? Ou bien militer pour l'intensification des usages numériques malgré les atteintes à la vie privée et la constitution de monopoles ? Encore autre chose ?

CP : Nous vivons une situation paradoxale avec une forte demande de protection sociale et d'État et en même temps le renforcement des identités locales. L'Union européenne a valorisé les régions, mais en même temps nous assistons à un repli des différentes opinions nationales face à la crise qu'ils imputent en partie et à tort aux institutions européennes. Formation tout au long de la vie et industries numériques sont deux « maîtres-mots » comme le dirait Edgar Morin, c'est-à-dire des concepts devenus des slogans et il importe de préciser les dispositifs censés les illustrer. La formation tout au long de la vie vise davantage à rendre autonomes les individus et à diversifier les trajectoires. Au fond, nous souffrons de ce que les chercheurs en sciences de l'éducation nomment le « prestige vocationnel ». Nous délaissions certains métiers au profit d'autres et nous souhaitons que tous les enfants aillent dans un cursus général. Si la formation de base doit être améliorée, il faut donner le goût d'apprendre aux enfants et leur donner des possibilités d'avoir plusieurs métiers au cours de leur vie. Si nous cassons les hiérarchies de corps, si nous construisons davantage de profils autonomes, alors nous pourrions également développer de nouvelles formes de sociabilité et imaginer des liens inédits de solidarité. Nous avons tendance

à trop exiger de l'éducation dans un monde individualiste où les liens familiaux évoluent et se recomposent. Il est important de refonder des communautés capables de porter des projets innovants et d'influencer les grands acteurs du monde économique et politique. L'éducation doit former des citoyens capables de s'orienter et de devenir autonomes et d'évoluer au sein de trajectoires professionnelles originales. Ces communautés sont les seules qui pourraient réparer la fracture entre ce que Cornelius Castoriadis appelait le monde des exécutants qui sont toujours déclassés et les dirigeants qui s'élèvent dans la hiérarchie, mais qui ont besoin d'exécutants pour réaliser leurs objectifs. L'autonomie implique pour l'individu de mélanger les tâches d'exécution et de direction pour pouvoir évoluer de manière autonome.

Le développement de l'industrie numérique mérite une attention car il n'est pas synonyme automatique de nouvelle croissance pour l'Union européenne. Au contraire, il convient d'instaurer des régulations et une protection de la vie privée. La Cour de Justice européenne, la Cour européenne des droits de l'homme ont un rôle fondamental dans le souci de protection des individus face aux abus de cette industrie. La législation sur l'industrie numérique en Europe est en train d'évoluer pour protéger les individus des excès d'une société de marché. Là aussi, il est important de lutter contre la concentration des moyens aux mains de grands groupes ayant le monopole des données et des moteurs de recherche. L'avenir de l'Europe est peut-être dans la nécessité de limiter le poids de ces grands groupes, les économies capitalistes fonctionnant malheureusement souvent sur le même modèle : pluralité d'acteurs sur le marché, concurrence et captation des idées des concurrents et élaboration d'une phase de monopole. Repenser la logique du numérique en organisant son champ d'application en Europe est une priorité.

SP : La démocratie d'opinion suppose une vitalité suffisante de la presse. Mais le modèle traditionnel des journaux est gravement fragilisé, la télévision doit concentrer de larges audiences et reste avant tout consensuelle, en sorte que les lieux où s'expriment des opinions ont progressivement quitté la sphère publique pour occuper des niches numériques restreintes. Les blogs, les revues électroniques et les associations qui le portent ne sont jamais parvenus à déployer un modèle économique viable. Cela contribue notamment à l'éloignement des jeunes face aux questions de société. Ce sujet vous semble-t-il susceptible de donner lieu à des projets dans un proche avenir ?

CP : Nous sommes devant un choix de civilisation fondamental surtout quand nous connaissons l'histoire de la presse en Europe depuis le siècle des Lumières. L'opinion publique a besoin d'une pluralité d'acteurs indépendants pour pouvoir émerger et exercer sa capacité critique. Si la presse tombe dans une logique de dépendance, alors il est évident que les approches alternatives

peuvent passer à la trappe. Les grands groupes rachètent certains journaux ce qui rend compliqué l'exercice d'une information maîtrisée et impartiale. Quand on regarde les informations, on se rend compte qu'il y a un effet de mimétisme où la plupart des journaux reprennent une première source sans se prêter à un véritable effort d'enquête. Une commission sur le numérique devrait prochainement naître à l'Assemblée Nationale et j'espère qu'elle donnera lieu à des travaux sur ces questions avec notamment l'émergence de cette presse indépendante dont nous avons tant besoin dans le quotidien de nos démocraties.

On voit bien à travers toutes ces questions qu'il existe deux projets historiques en Europe, un projet capitaliste d'exploitation systématique des ressources au service du confort matériel et un projet d'autonomie fondé sur la réflexion et la mise en question des institutions collectives comme cela a été le cas à certaines périodes de l'histoire européenne. Ce constat, Cornelius Castoriadis l'avait fait à sa manière ; je pense qu'il y a davantage une hybridation de ces projets d'où la complexité parfois à avancer dans une direction souhaitable pour le bien-être collectif. Il y a des espaces d'autonomie à conquérir et pour cela nous avons besoin d'une presse plus indépendante.